

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Bourges, le 27 novembre 2009

Groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre

Michel VUILLOT  
Directeur

INSTALLATIONS CLASSEES  
-----  
MONSIEUR MAXIME GRELLET  
-----  
COMMUNE DE VALLENAY

GIDIC : RAAPC  
Référence : RM-SG/MED/IC/R/RAAPC\_GRELLET\_091119.doc  
Affaire suivie par : Sandrine GAU  
sandrine.gau@industrie.gouv.fr  
Tél. 02 48 21 20 20 - Fax : 02 48 20 42 39  
Véifié le :

Objet : modification des conditions de remise en état de la décharge de déchets industriels banals situés sur la commune de VALLENAY.

Réfer : votre transmission du 5 novembre 2009

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame le Préfet du Cher

I - Présentation de l'établissement et situation administrative

Par arrêté préfectoral du 20 août 1982, les établissements DOUCET ont été autorisés à exploiter une décharge de déchets industriels sur la commune de VALLENAY au lieu-dit « Les Bois de Bigny » (parcelle section B n°8).

L'arrêté du 20 août 1982 fixait les déchets admissibles sur le site à savoir :

- les résidus humides broyés de papiers et cartons issus de la société SOCAR,
- les déblais et gravats,
- les cendres et mâchefers refroidis,
- les déchets industriels et commerciaux solides à condition qu'ils ne soient ni toxiques, ni explosifs, ni susceptibles de s'enflammer spontanément,
- les boues pelletables, non toxiques en provenance de stations d'épuration,
- à l'exclusion de tout autre déchet industriel et urbain.

Dans les faits, les seuls déchets admis lors de l'exploitation par les établissements DOUCET étaient les suivants :

- les résidus humides de papiers et cartons issus de la société SOCAR (déchets issus du pulpeur comprenant un mélange de matières plastiques et de résidus de papiers cartons),
- des DIB issus des activités commerciales et industrielles de SAINT AMAND MONTROND (déchets du cuir et de l'imprimerie).

Par arrêté du 13 décembre 1993, l'admission des vieux papiers et cartons non souillés, en provenance des entreprises et du tri sélectif est interdite.

.....

Par courrier du 24 juillet 2001, M. Maxime GRELLET, alors Président Directeur Général de la SA GRELLET Maxime, indiquait à Monsieur le Préfet du CHER :

- que son établissement avait repris en juillet 1994, en accord avec M. DOUCET, l'autorisation d'exploiter le centre d'enfouissement pour Déchets Industriels Banals (DIB) situé au lieu-dit « Les Bois de Bigny » à VALLENAY,
- qu'il envisageait sa fermeture en août 2002,
- qu'il le sollicitait pour la procédure à suivre pour cette demande de fermeture.

Les déchets admis par la SA GRELLET étaient quant à eux des déchets des centres commerciaux (papier, carton, plastique, emballages divers, quelques déchets alimentaires), des rebuts de fabrication (ex : fenêtre PVC) et des déchets de démolition. Les sondages réalisés à la pelle mécanique sur le site ont confirmé la nature des déchets admis.

Les quantités de déchets enfouis depuis le début de l'exploitation (1982) ont été estimées à environ 36 000 t, plus 5 000 t de déblais et gravats.

L'arrêté préfectoral n°2005.1.633 du 1<sup>er</sup> juin 2005 donne acte du changement d'exploitant au bénéfice de Monsieur Maxime GRELLET pour l'exploitation et la remise en état de cette décharge. Il est aussi demandé une surveillance des eaux souterraines sur une période de 5 ans et la mise en place d'une couche de compost mûr.

A noter qu'en mars 2006 a eu lieu la mise en place de matériaux argileux sur une épaisseur d'environ 60 cm sur l'ensemble de la zone de stockage. La société GEOCENTRE a réalisé une campagne de mesures en février 2008 qui a permis de confirmer la perméabilité moyenne de  $1.10^{-6}$  m/s des matériaux ainsi régalfés.

## **II – Objet du présent rapport**

L'échéance de la surveillance imposée par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2005 étant fixée au 31 mai 2010, Monsieur GRELLET a sollicité la société FAIRTEC afin d'établir un mémoire de suivi long terme de la décharge de VALLENAY.

Ainsi, il a été réalisé un nouveau relevé des émanations gazeuses en mars 2009. FAIRTEC conclut de ces mesures que :

- la partie centrale de la zone de stockage de déchet ne présente toujours aucune émanation gazeuse, comme en 2003 ;
- en périphérie du site, des émanations sont toujours constatées mais une forte décroissance est à noter par rapport au pic observé en 2003 ;
- ces mesures d'émanation gazeuses couplées à une campagne de reconnaissance sur le terrain confirme la bonne efficacité de la couverture mise en place et la décroissance de la production de biogaz ;
- aucun indice d'accumulation de biogaz sous couverture n'a été détecté et aucune odeur de biogaz n'est perceptible sur le site et sa périphérie.

En conséquence de quoi, FAIRTEC estime que :

- l'emploi systématique d'une couche de compost mûr sur le site, comme cela est prescrit à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2005, n'apportera pas d'amélioration en matière d'oxydation du biogaz ;
- l'apport de compost mûr dans les zones à plus fortes émanations gazeuses (périphérie du site) implique un lessivage de matière organique par les eaux de pluie ce qui de fait aurait une incidence sur la qualité des eaux de ruissellement. De plus, le compost mûr peut être à l'origine d'émanations olfactives.

Monsieur GRELLET, par l'intermédiaire de son avocat Maître MASSEREAU, propose donc de modifier l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2005 afin de ne plus imposer la mise en place de 30 cm de compost mûr et de remplacer cette couche par le régalfage des matériaux présents sur le site au niveau des zones légèrement émissives de biogaz.

## **III – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées**

Considérant que les mesures des émanations gazeuses réalisées en mars 2009 couplées aux observations de terrains de juin 2009 ont montré l'absence d'émanations de biogaz sur la partie centrale de la zone de stockage de l'ancienne décharge et quelques émanations réduites en périphérie de la zone ;

Considérant que l'apport de compost mûr dans les zones à plus fortes émanations gazeuses impliquerait un lessivage de matière organique par les eaux de pluie ce qui de fait aurait une incidence sur la qualité des eaux de ruissellement et que, de plus, le compost mûr peut être à l'origine d'émanations olfactives ;

L'inspection des installations classées propose à Madame le préfet du Cher de modifier les conditions de remise en état de la décharge. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint au présent rapport.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis à l'avis préalable des membres du CODERST.

L'inspectrice des installations classées,

  
S. GAU

Vu et transmis avec avis conforme,

Pour le directeur et par délégation,  
à madame le préfet du Cher,

Le chef du groupe de subdivisions  
du Cher et de l'Indre,

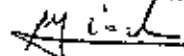
  
R. MIOCHE



Fig. 1 : localisation régionale de la décharge. IGN 1/125 000

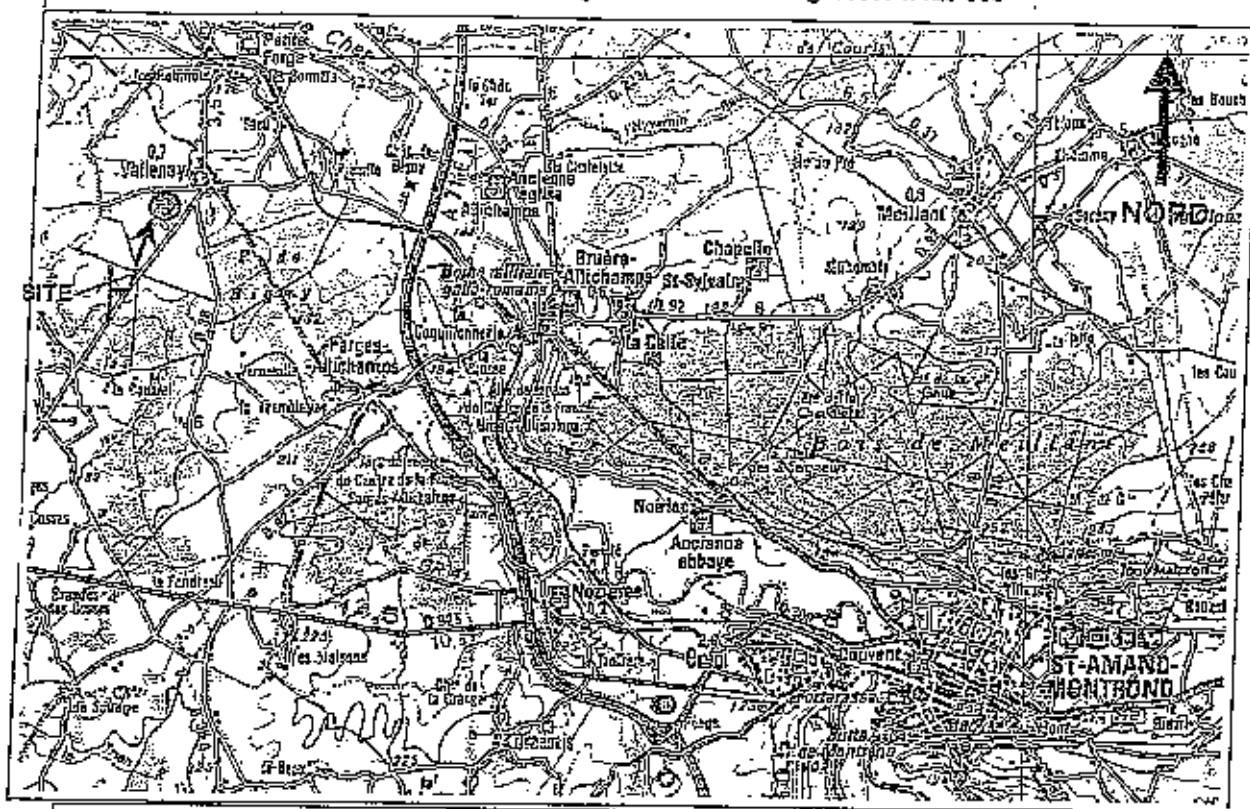
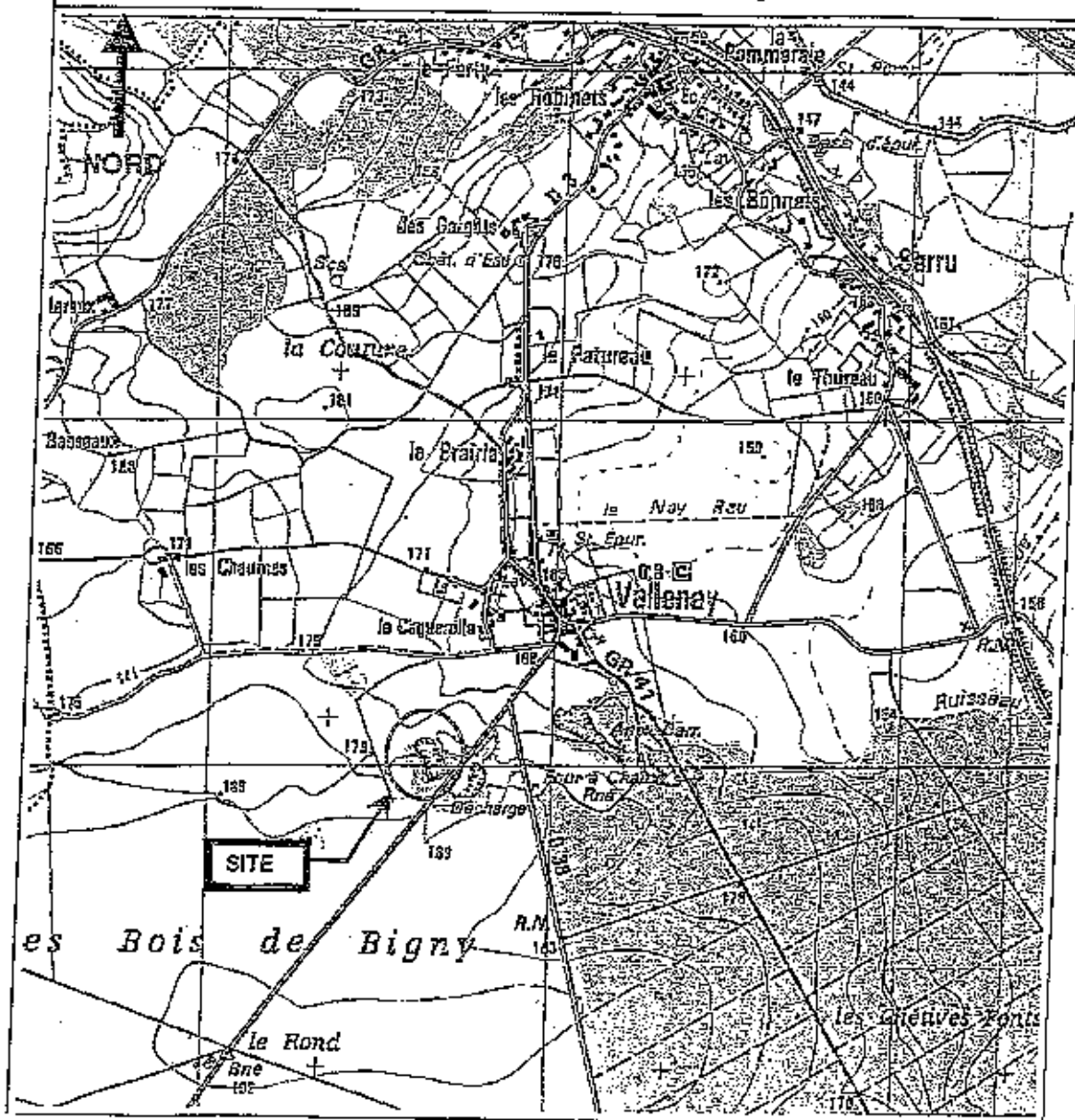


Fig. 2 : localisation départementale de la décharge. IGN 1/25 000





Arrêté préfectoral complémentaire n° ... du ...  
Modifiant l'arrêté préfectoral n°2005.1.633 du 1<sup>er</sup> juin 2005

...

Vu le code de l'environnement et notamment son titre V ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 août 1982 autorisant les établissements DOUCET, sis 8 rue de la Ravoie à SAINT AMAND MONTROND à exploiter une décharge de déchets industriels sur le territoire de la commune de VALLENAY au lieu-dit « Les Bois de Vallenay » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 décembre 1993 imposant la prescription additionnelle « l'admission des vieux papiers et cartons non souillés, en provenance des entreprises et du tri sélectif est interdite » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005.1.633 du 1<sup>er</sup> juin 2005 portant changement d'exploitant et imposant des prescriptions de remise en état et de surveillance de la décharge située à VALLENAY ;

Vu la demande formulée par Maître MASSEREAU, avocat de Monsieur GRELLET, en date du 2 novembre 2009 et sollicitant une modification de l'arrêté préfectoral n°2005.1.633 du 1<sup>er</sup> juin 2005 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 novembre 2009 ;

Vu l'avis émis par le CODERST au cours de sa séance du ... ;

Considérant que ...

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°2005.1.633 du 1<sup>er</sup> juin 2005 susvisé est remplacé par :

#### « 3.1 Couverture

Un nivellement des terres rapportées en place est réalisée et une couche de forme de 20 cm d'épaisseur recouvre toute la décharge. Une couche de 60 cm de matériaux argileux présentant une perméabilité de  $1.10^{-6}$  m/s a été mise en place sur toute la surface de la décharge. Le stock de matériaux présent sur le site est régalé sur les zones légèrement émissives de biogaz. La couverture ainsi réalisée présente un pendage d'environ 3%, permettant un écoulement naturel des eaux de ruissellement vers le fossé périphérique. »

**Article 2** – Le présent arrêté sera notifié à M. GRELLET – 6 rue de l'Espéranto – 18000 BOURGES. Ampliations en seront adressées à Monsieur le maire de la commune de VALLENAY, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre.

**Article 3** – L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Il peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

**Article 4** – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre I du livre V du Code de l'Environnement.

**Article 5** – Monsieur le secrétaire général de la préfecture du CHER, Monsieur le maire de VALLENAY, Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.